

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



COMMISSION POLITIQUE
SPÉCIALE, 19^e
SÉANCE

Lundi 10 décembre 1951, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1) [suite]	91
--	----

Président : M. Selim SARTER (Turquie).

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1) [suite]

[Point 65*]

1. Le PRÉSIDENT explique que la Commission devait entendre les déclarations des représentants de la zone soviétique d'Allemagne, mais que ces représentants ne sont arrivés que la nuit précédente et n'ont pas encore eu la

possibilité d'étudier les documents pertinents. Ils ont fait savoir qu'ils seraient prêts à se présenter devant la Commission dans la matinée du mardi 11 décembre. En conséquence, le Président demande aux membres de la Commission s'ils désirent poursuivre les débats ou ajourner la discussion.

2. M. PIMENTEL BRANDAO (Brésil) demande s'il est exact qu'un fonctionnaire de la Section du protocole et de la liaison de l'Organisation des Nations Unies a accueilli à leur arrivée les représentants de la zone soviétique d'Allemagne, bien qu'aucun geste de courtoisie analogue n'ait été accompli à l'égard des représentants de la République fédérale d'Allemagne. Si le fait est exact, le représentant du Brésil désirerait savoir les raisons qui ont motivé cette façon d'agir.

3. Le PRÉSIDENT répond qu'il demandera qu'une enquête soit faite. Il annonce qu'en l'absence d'objections, la suite de la discussion est renvoyée au lendemain matin.

La séance est levée à 11 heures.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.